

OPÉRATION PILOTE DU BASSIN DU KARAKORO (PIT DE LA CEDEAO) : CR réunion de Kayes, Mali, février 2007

UNE GESTION INTÉGRÉE DANS LE BASSIN DU KARAKORO

L'initiative (étude de faisabilité d'un programme transfrontalier Karakoro) conduite par la Coordination Afrique du Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) a pour principal objectif de susciter une réflexion prospective et un plaidoyer pour la promotion d'une coopération de proximité dans le bassin du fleuve Sénégal.

La validation institutionnelle de l'initiative Karakoro, se déroule en trois étapes : une phase de préparation institutionnelle et politique (1) ; une phase de consultation élargie et l'élaboration du plan d'action (2) ; une phase de concertation et de validation du document de programme (3). Le processus est parvenu à la phase 2.

- (1) Une phase de préparation institutionnelle et politique : Un long plaidoyer est engagé par le GRDR dans le bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) depuis plus d'une trentaine d'années. Il s'appuie sur de nombreux accords et conventions de coopération frontalière liant le Mali et la Mauritanie depuis les indépendances. Cette phase est validée par la réunion de lancement officiel à Nouakchott (Mauritanie) en septembre 2006.
- (2) Une phase de consultation élargie et l'élaboration du plan d'action pour la période 2007 – 2010 validé à Kayes lors d'un atelier du 07 au 09 février 2007 en présence d'élus et des organisations de la société civile des deux pays.

KAYES, L'OCCASION DE RAPPELER LES ENJEUX ET LE POTENTIEL DE LA COOPÉRATION FRONTALIÈRE DU BASSIN

La coopération transfrontalière n'est pas un domaine de développement, elle est plutôt un outil. Elle intègre plusieurs dimensions : par exemple, dans le domaine de la sécurité, en cas de conflits, de réfugiés ; dans celui des migrations, où l'aménagement des zones doit ouvrir vers des espaces de peuplement et de développement.

Ses enjeux sont de :

- Renforcer les échanges sociaux, économiques et culturels.
- Assurer une meilleure circulation des personnes et des biens et d'intensifier les échanges.
- Promouvoir l'intercommunalité transfrontalière.
- Harmoniser les politiques sectorielles.

Le Karakoro composé de neuf communes dont 4 au Mali et 5 en Mauritanie sur un espace de 6 900 km² peuplé de 150 000 habitants. Le bassin versant dispose d'un environnement éco-climatique favorable, de ressources naturelles importantes et des services sociaux frontaliers utilisés de manière indistincte par les populations. Il est surtout le dernier réservoir de ressources naturelles, de la zone présaharienne entre le Mali et la Mauritanie.

APERÇU DE LA ZONE BASÉ SUR TROIS ÉTUDES PRÉSENTÉES À L'ATELIER

- Les **infrastructures** (publiques, agricoles, économiques, communication, désenclavement, énergie).

Des recommandations sont sorties des débats :

Pour les infrastructures de communication, les axes sont les suivants :

- L'aménagement des points de passage sur le Karakoro.
- Le désenclavement de proximité.
- La mise en réseau des radios communautaires.
- L'amélioration du réseau de téléphone mobile.

Pour les infrastructures socio-collectives, les axes sont les suivants :

- L'élaboration d'un schéma d'aménagement concerté des services scolaires.
- L'élaboration d'un schéma d'aménagement concerté des services sanitaires.
- Le développement de l'hydraulique et l'électrification rurale domestique.

□ **Les dynamiques de l'économie locale**

Les activités productives qui sous-tendent cette économie sont l'agriculture (pluviale et maraîchage), l'élevage (intensif et extensif), la pêche, l'artisanat et l'exploitation des produits forestiers (ligneux et non ligneux). Essentiellement basée sur les activités productives et les échanges commerciaux des produits du cru, l'économie locale du bassin du Karakoro est également animée par la circulation des produits d'importation. La réalité économique de la zone montre trois niveaux de structuration concentrique : l'espace du bassin en tant que tel ; le bassin dans une zone polarisée par Kayes et Sélibaby et le bassin comme important lieu de transit qui le relie à des espaces plus vastes : Nouakchott et Bamako.

Sont ressortis des débats comme contraintes :

- La problématique de l'eau : la résolution des problèmes d'exhaure et la réintroduction de la culture de contre saison avec un système de décrue sont présentées comme une solution à l'insécurité alimentaire.
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ou le vol de bétail.
- Les pratiques spéculatives sur les productions vivrières.
- Les entraves à la circulation et la méconnaissance de leur droit par les populations.

FRONTIÈRES ET INTÉGRATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Il faut notamment s'appuyer sur la position de transit du Karakoro véritable relais de la zone septentrionale de Kayes. La frontière est jalonnée par des magasins mauritaniens dans lesquels sont collectés et stockés les produits et bénéficie de réseaux bien structurés qui contrôlent le marché.

Les actions à entreprendre pour valoriser le potentiel sont de :

- Renforcer les marchés existants.
- Créer des marchés hebdomadaires.
- Faire du Karakoro une zone franche.
- Développer l'information et la communication.
- Créer de pistes rurales.
- Développer l'intercommunalité dans le Bassin.
- Mutualiser les moyens disponibles.

Ces actions seraient renforcées si le Karakoro était considéré comme une zone d'aménagement à part entière doté d'une Convention sur le modèle de celle du fleuve Sénégal ; si les migrants étaient impliqués dans le processus.

☐ La gestion des ressources naturelles

Les trois axes de l'étude retiennent l'eau, la terre et la forêt. Un plan d'action concerté est proposé par les discutants :

Sur la thématique de l'eau :

- Aménagement des eaux de surface du Karakoro.
- Alimentation en eau des villages excentrés.
- Création de points d'eaux pastoraux.
- Protection des berges dégradées.

Sur la thématique des terres :

- Restauration et préservation des terres (mesure Conservation des Eaux et des Sols).
- Reboisement des zones dégradées (promotion du gommier).
- Matérialisation des couloirs de transhumance, des couloirs de passages.

Sur la thématique de la forêt :

- Reboisement et conservation des espèces menacées.

Des propositions transversales aux 3 thématiques se dégagent :

- Approfondissement des diagnostics initiés par les études.
- Études, harmonisation et diffusion des textes sur les ressources naturelles.
- Elaboration et application de conventions locales frontalières plus adaptées.
- Réflexion sur les énergies renouvelables.
- Définition des schémas d'aménagement.
- Actions pour l'adhésion, la mobilisation, et la sensibilisation communautaires, davantage de plaidoyer politique.

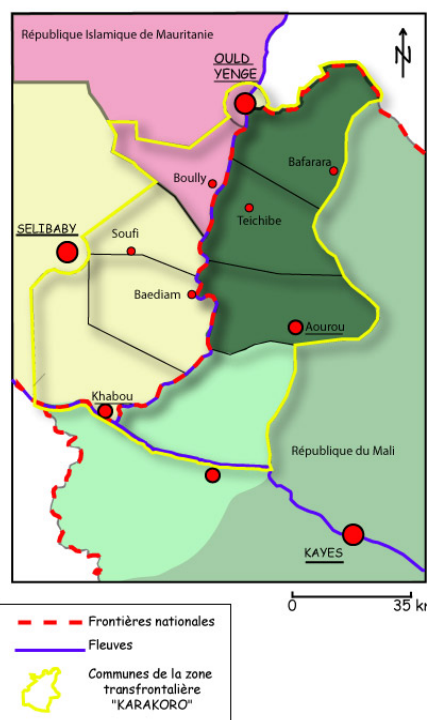
- Renforcement des capacités des acteurs (formation en GRN).

A VENIR

Les prochaines étapes du processus concernent la phase 3 à savoir :

- Validation du cadre logique du programme (juillet 2007).
- Rencontre de Bamako pour la présentation du programme auprès de décideurs et de l'administration pour qu'ils restent mobilisés et présents dans cette initiative (octobre 2007).

CARTE DE LA ZONE D'INTERVENTION



Sources :
Tracés Mauritanie - oueds = PROGRN-GH / limites administratives = DGCL
Tracés Mali = ARP Développement

Réalisation: GRDR Mauritanie, juillet 2006.

EN SAVOIR PLUS

www.afriquefrontieres.org

Fiche réalisée par le **CSAO**.

Compte rendu et études disponibles sur le site www.afriquefrontieres.org et auprès du GRDR.

Contact : arezki.harkouk@grdr.org
www.grdr.org

Partenaires institutionnels :

La Direction de l'aménagement du territoire et de l'action régionale ainsi que la Direction générale des collectivités locales sous la tutelle du Ministère de l'intérieur, des postes et des télécommunications mauritanien.

La direction nationale des frontières du Mali sous la tutelle du Ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales.

Partenaires techniques et financiers : CSAO, CCFD, Délégation Commission européenne en Mauritanie, Enda/Diapol.